

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !



N°76 MARS-AVRIL
2024

Fondée le 1er mai 1968
Relancée en 2010

La Cause du peuple

causedupeuple.org

JOURNAL PROLÉTAIRE, ANTI-IMPÉRIALISTE ET RÉVOLUTIONNAIRE

EMMAÜS



L'UNITÉ DE CLASSE JUSQU'À LA VICTOIRE

ACTUALITÉS NATIONALES

Victoire des grévistes
d'Emmaüs Nord après une
lutte de longue haleine

P. 5

THÉORIE

Comment comprendre la
Révolution Prolétarienne
Mondiale ?

P. 12

LES CHEMINS DU POUVOIR

Palestine : comment la
résistance fait face à
l'offensive génocidaire

P. 15

La classe ouvrière est une et indivisible !

La dernière période a une nouvelle fois été très fournie; qu'avons-nous pu observer? Nous avons pu voir le développement de la décomposition de l'impérialisme français, ce qui se reflète sous la forme d'une crise à tous les niveaux : économique, social, culturel et surtout politique. C'est cela que nous connaissons tous, que nous sentons dans notre chair chaque jour qui passe, même si parfois nous avons du mal à nommer la chose et à la comprendre.

La crise de régime qui se profile en perspective est claire pour celles et ceux qui veulent bien la voir en ce début d'année 2024. Tout d'abord, le gouvernement réactionnaire a poussé la mise en place de la « Loi Immigration », qui attaque frontalement les droits des prolétaires immigrés; la fin du droit du sol à Mayotte qui a été annoncée récemment va dans le même sens. Les Macron, Darmanin et consorts n'ont au fond qu'un seul objectif : celui d'atomiser toujours plus la classe qui produit tout mais qui n'a rien, c'est-à-dire de la diviser en petites parcelles indépendantes les unes des autres sur la base de critères comme l'origine, le sexe, la religion, etc, en exploitant économiquement toujours plus une frange du prolétariat au passage. Cette politique d'atomisation de la classe n'est pas nouvelle, elle a été déclenchée par la bourgeoisie il y a maintenant bien longtemps, face à une classe ouvrière indivisible, ayant construit des organisations uniques et, donc, puissantes.

Depuis, grâce au rôle néfaste des opportunistes au sein du mouvement des travailleurs

qui ont vendu la lutte pour des places au chaud et préféré la conciliation et la négociation à la lutte acharnée, la politique d'atomisation a fait des ravages. L'unité syndicale au sein d'une seule Confédération Générale des Travailleurs n'est plus qu'un lointain mirage, et au sein de nos quartiers prolétaires, nous ne pouvons même plus compter le nombre d'« associations », toutes

Le rôle des militants révolutionnaires est aujourd'hui de porter l'Unité de la classe, en comprenant que la réactionnarisation accrue de l'État bourgeois n'est qu'une tentative de plus de nous barrer la route

divisées et se tirant dans les pattes pour savoir laquelle d'entre elles pourra bénéficier de plus de subventions de la part de la mairie. Tout cela n'est pas une fatalité, et notre travail de tous les jours doit aller dans le sens de l'Unité sur la base de revendications concrètes. L'absence d'une Unité Politique dans un vrai



EN UNE

Grévistes sans-papiers d'Emmaüs, dans le Nord.

Parti révolutionnaire permettant de diriger le mouvement, la seule chose qui au fond serve notre émancipation, est le cœur de tout le problème, c'est de là que le reste découle. C'est parce que nous ne sommes pas capables de rendre les coups collectivement et de porter des revendications concrètes avec nombre et force que la bourgeoisie a pu tranquillement faire son bonhomme de chemin et petit à petit défaire les liens organiques que nous avions tissé entre nous, au prix cher.

La récente révolte des agriculteurs a, elle, montré une autre facette du même problème, la question de la direction. Sans une organisation reliant étroitement les petits et moyens agriculteurs au reste des masses populaires, et leur permettant une action unifiée politiquement et organisationnellement, ces révoltes à la base légitimes ne peuvent qu'être récupérées par les charognards à la solde des grands monopoles impérialistes, qui s'en servent comme mesure d'ajustement. Cet événement a toujours montré le fossé qui peut exister entre les conditions de vie de ces petits exploitants et leurs directions patronales bourgeois. La seule voie pour ces paysans révoltés, c'est l'union avec les travailleurs les plus opprimés pour faire une nouvelle société où

SOMMAIRE

- 4 Mouvement des agriculteurs : la lutte persiste, menée par les plus combatifs
- 5 Victoire des grévistes d'Emmaüs Nord après une lutte de longue haleine
- 6 Fin du droit du sol à Mayotte : une avancée de plus dans la réactionnarisation de l'État
- 8 La ministre Aurore Bergé menace de supprimer les subventions aux associations
- 9 Congo : derrière le conflit, la bataille impérialiste pour les ressources minières
- 12 Théorie : comment comprendre la Révolution Prolétarienne Mondiale ?
- 14 Affrontements au Sénégal après le report des élections par le président
- 15 Palestine : comment la résistance fait face à l'offensive génocidaire
- 18 Le 8 mars, un héritage du mouvement socialiste des femmes

la Cause du peuple

est un journal proléttaire, anti-impérialiste et révolutionnaire. Il est le travail de tous ses contributeurs et contributrices, pilotés par le Comité de rédaction du journal, joignable sur Twitter et Instagram (@Cause_du_Peuple) et par mail : causedupeuple@protonmail.com

La Cause du Peuple est vendue à prix libre.

la terre sera socialisée pour subvenir aux besoins de chacun et respecter la Nature.

Dans tous les cas, la bourgeoisie est sur tous les fronts pour essayer de nous empêcher de reconstruire nos instruments de luttes, nos organisations de combat. C'est le sens de toutes les réformes que nous connaissons depuis des années, ainsi que du matraquage idéologique permanent que nous subissons. Par ces dispositifs, les exploitants tentent de mettre dans le plus de têtes possibles que l'intérêt de l'ouvrier et du patron est le même, que nous formons une unité nationale sans contradictions de classe aucune et que l'intérêt de « La France » est au-dessus de nous, au-dessus de tout. Cela rentre clairement dans les plans plus généraux de la bourgeoisie impérialiste française de restructuration de l'appareil d'État et de militarisation exacerbée, avec une tendance à la guerre de plus en plus forte, comme moyen de contourner le problème de fond.

Tout cela est très impressionnant, et nous ne devons pas sous-estimer la puissance d'un État en crise profonde; mais nous savons que cela ne peut pas suffire à nous vaincre définitivement, car notre classe a su résister dans les pires conditions, dans les pires prisons, nous sommes donc pétris d'optimisme! Ce qu'il faut propager partout, c'est donc l'inverse de ce que disent les réactionnaires. Le rôle des militants révolutionnaires est aujourd'hui de porter l'Unité de la classe, en comprenant que la réactionnarisation accrue de l'État bourgeois n'est qu'une tentative de plus de nous barrer la route. Nous n'avons qu'une seule voie à suivre, celle de la lutte collective pour faire triompher nos principes par-dessus ceux de la bourgeoisie décadente. Chaque tract, chaque débat, chaque affiche, chaque événement; chaque action que nous menons est ô combien importante dans la situation actuelle, car chaque jour qui passe sans révolution, c'est un jour de plus où nous vivons sous un système infâme.

IL FAUT NOUS BATTRE PARTOUT OÙ NOUS AGIS-SONS POUR FAIRE TRIOMPHER L'UNITÉ CONTRE LA DIVISION!

Les Comités de Rédaction de
La Cause du Peuple et Nouvelle Èpoque

1 NANTES : LUTTE À LA POSTE CONTRE LES SANCTIONS INJUSTES

Alors que les conditions de travail se dégradent à la Poste, à Nantes, un des postiers a été mis à pied sans salaire pour avoir refusé de retourner en tournée alors qu'il venait déjà d'effectuer sa tournée du jour! Face à cela, une grève a eu lieu, reconduite deux jours. La direction a essayé de casser la grève, mais les 45 agents de la Poste ont tenu bon. Après la grève, la mise à pied sans salaire n'a pas été retirée, mais les postiers ont obtenu des revendications comme l'embauche de nouvelles personnes, des vélos, le droit de manger à la cantine en fin de service ou l'étalement des prélèvements pour les jours de grève sur plusieurs mois. Des droits élémentaires, mais pour lesquels il faut se battre!

2 BRON : GRÈVE DES ENSEIGNANTS DU COLLÈGE MONOD PRÈS DE LYON

Comme avant les vacances scolaires, de nombreux établissements se mobilisent contre les annonces en matière d'éducation du gouvernement. Notons celui du collège Monod à Bron, mobilisé à nouveau le 5 mars avec les professeurs et autres personnels. Il n'y a pas de doute, la grogne dans l'éducation au sujet des réformes, mais aussi des conditions de travail dégradées, des salaires et du manque de personnel n'est pas prête de se calmer!

3 SAVOIE : GRÈVE INÉDITE DANS L'HÔPITAL PRIVÉ MÉDIPÔLE

130 personnes envahissent le parking de l'hôpital. Dans cette petite ville près de Chambéry, c'est inédit, qui plus est quand on parle d'un hôpital privé! Ce sont des aides-soignants, des infirmiers, des brancardiers et autres qui ont fait grève pour dénoncer des conditions de travail dégradées alors que la direction cherche à augmenter le nombre de patients pris en charge sans augmenter le personnel. Les grévistes dénoncent leur besoin d'arrêts de travail face au burn out et à la cadence de travail imposée par les propriétaires de l'hôpital.



4 NIORT : GRÈVE CHEZ SAFRAN

Pour les revalorisations de salaires, ça bouge chez Safran, grand groupe aéronautique. Après un mouvement de grève national le 14 février qui a mobilisé 40 % des salariés, ils étaient 160 à Niort à se réunir à nouveau pour réclamer une augmentation égale à 5 %, l'augmentation reçue l'année précédente. Cette mobilisation se déroule dans le cadre des négociations annuelles obligatoires engagées depuis le mois de janvier par le groupe.

5 CACHAN : BLOCAGE ET RÉVOLTES AU LYCÉE CONTRE L'INSALUBRITÉ

Le 5 mars le blocage d'un lycée polyvalent a regroupé plusieurs centaines d'élèves. Des feux de poubelles ont été déclenchés et les forces de répression de la police prises pour cible, une de leurs voitures a même été retournée et deux flics blessés. Malheureusement plusieurs jeunes ont été arrêtés. Médias et institutions bourgeois sifflent de concert pour dénoncer ces violences, allant jusqu'à expliquer qu'elles seraient déconnectées de la situation dans le lycée! Alors qu'une semaine avant les faits, près de la moitié des 300 enseignants avaient utilisé leur droit de retrait pour dénoncer les conditions scandaleuses dans lesquelles ils doivent travailler et les 2500 élèves étudier. L'insalubrité est un problème généralisé dans les lycées des banlieues populaires : plafonds qui s'effondrent, moisissures, manque de matériel, lumières coupées, inondations, la pluie qui tombe en cours... Ce n'est pas dans le 16^e arrondissement de Paris que l'on verrait ça! Et c'est bien cette situation qui pousse aujourd'hui cette jeunesse à sa juste révolte.



Mouvement des agriculteurs : la lutte persiste, menée par les plus combatifs

Alors, suffisait-il d'un entretien avec les dirigeants de la FNSEA et de quelques allégements sur les pesticides pour calmer la colère des agriculteurs ? Il faut se rendre à l'évidence que non ! Car les blocages ont continué jusque dans le mois de mars, avec de nouvelles cibles et de nouvelles méthodes, plus locales, plus dispersées, mais toujours là. Bien sûr, c'était tout à fait prévisible, quand nous voyons à quel point la situation est en crise et que le gouvernement et ses mesures n'ont rien changé. Mais on peut souligner deux choses :

- 1) Que les directions syndicales nationales, notamment les dirigeants de la FNSEA qui sont des grands bourgeois, ont essayé d'étouffer l'affaire et que, et c'est le principal, les agriculteurs ont refusé d'arrêter le mouvement (en lien avec des organisations départementales).
- 2) Que les agriculteurs commencent à cibler des banques, comme en Occitanie, c'est-à-dire s'attaquer directement au capital financier qui les rend esclaves des grandes coopératives,

grands groupes bancaires et du marché européen (et mondial).

Ces deux points sont très importants car ils montrent que la combativité ne peut pas être

La partie la plus combative des agriculteurs n'est évidemment pas celle des grands bourgeois, ou même des propriétaires petits bourgeois les mieux lotis, mais bien des exploitants les plus pauvres, endettés

matée quand la situation est si mauvaise pour tant d'agriculteurs. Ils montrent aussi que la partie la plus combative des agriculteurs n'est évidemment pas celle des grands bourgeois, ou même des propriétaires petits bourgeois les mieux lotis, mais bien des exploitants les

plus pauvres, endettés, pour qui les problèmes brûlants ce sont les prêts, les prix et le revenu de leur travail, pas les pesticides.

Nous constatons donc ce qu'il se passe lorsque la contradiction de classe au sein même des agriculteurs se tend. Alors que le travail agricole demande beaucoup de travail et de présence à la ferme, y compris lors des mois les plus froids, la mobilisation sans interruption pendant un si long temps d'un tel nombre d'agriculteurs signifie que les agriculteurs les plus mobilisés acceptent le coût de telles mobilisations pour leur ferme.

La victoire de la partie pauvre de la « classe labourieuse » ne peut être gagnée sans la victoire de la classe laborieuse. Le nombre, la puissance et la force du prolétariat et de la classe ouvrière dans notre société actuelle montrent que cette classe est la seule capable d'entraîner vers la révolution. Il est clair, en regardant leur mobilisation, que les agriculteurs qui n'exploitent personne, qui galèrent pour se verser un salaire et qui déversent du foin devant les banques aujourd'hui ont tout à gagner à la révolution socialiste, la seule qui pourra garantir une agriculture digne et viable qui serve les intérêts du peuple et non du marché mondial.

Victoire des grévistes d'Emmaüs Nord après une lutte de longue haleine

Après les travailleuses de Verbaudet, la CGT du Nord arrache une nouvelle victoire avec la régularisation des 51 grévistes sans-papiers d'Emmaüs. L'issue de ce long combat est aujourd'hui une victoire pour le prolétariat français qui démontre encore une fois son abnégation et sa combativité face aux exploiteurs.

Rien n'aurait été possible sans les mois de grèves reconduits chaque soir à l'unanimité, et sans la solidarité de classe au quotidien sur le piquet et dans les actions. Car les grévistes n'étaient pas uniquement exploités par Emmaüs et une direction pourrie, corrompue et raciste : ils l'étaient aussi par l'ensemble du système administratif et bureaucratique de l'impérialisme français qui non seulement permet cette exploitation, mais aussi et surtout l'encourage ! Parce que c'est bien de ça qu'il est question, une main d'œuvre payée une misère et corvéable à merci qui bénéficie aux patrons et à la classe bourgeoise.

La régularisation des sans-papiers d'Emmaüs ne vient d'ailleurs pas seule. Elle a aussi lieu

dans le contexte de l'arrivée imminente des Jeux Olympiques, fête bourgeoise qui, avec les différents chantiers dont l'échéance arrive à terme, emploie de nombreux travailleurs et travailleuses sans-papiers. La bourgeoisie est terrifiée à l'idée d'une révolte ou d'une nouvelle grève à l'image de l'occupation en octobre dernier du chantier de l'Arena par des ouvriers sans-papiers. Au total, ce sont donc 620 régularisations gagnées par la CGT, dont 502 travailleurs et travailleuses sans-papiers franciliens en grève depuis le 17 octobre, essentiels au bon déroulement de leurs petites festivités. La victoire des compagnons d'Emmaüs du Nord est d'autant plus remarquable que ces derniers ont dû endurer tout le long de leur grève héroïque les coups les plus bas : coupure du chauffage, menaces de fermeture du site, mobilisation fasciste en soutien à la direction, provocations racistes avec le dépôt d'une tête de sanglier sur le piquet, injures... Ces tentatives infructueuses de déstabilisation n'ont pourtant pas suffi à entamer la détermination



Grévistes sans-papiers d'Emmaüs Grande-Synthe, à côté de Dunkerque, qui ont rejoint le mouvement lancé par les grévistes de Saint-André-lez-Lille (Nord).

des grévistes, grâce au soutien de l'UD CGT Nord et du Comité Sans-papiers 59 (CSP59). La CGT n'a d'ailleurs pas été épargnée par les coups bas et la répression orchestrée par l'État bourgeois, puisque le 20 octobre dernier, le Secrétaire général de l'UD du Nord, Jean-Paul, était arrêté violemment à son domicile à 6 h du matin pour « apologie du terrorisme ». En cause, un communiqué du 10 octobre saluant la résistance du peuple palestinien face à l'occupant sioniste génocidaire, suite à la glorieuse offensive du 7 octobre. Ayant été assez vite relâché depuis, une décision de justice est attendue au terme d'un jugement au tribunal de Lille le 28 mars. La CGT appelle d'ores et déjà à un rassemblement massif à cette date et mobilise tous ses soutiens pour faire bloc contre la répression en solidarité avec Jean-Paul. A l'image de l'issue victorieuse de la grève des travailleurs et des travailleuses sans papiers, nous ne pouvons qu'avoir confiance en la solidarité de notre classe pour tétaniser la justice bourgeoise et la dissuader de mettre notre camarade sous les verrous.



► Lire notre article du n°73 de la Cause du Peuple, octobre-novembre 2023 : « Emmaüs : “Abbé Pierre, réveille-toi, ils sont devenus fous !” »



Fin du droit du sol à Mayotte : une avancée de plus dans la réactionnarisation de l'État

En février 2024, le ministre de l'Intérieur Darmanin a annoncé qu'Emmanuel Macron souhaitait qu'il « ne soit plus possible de devenir français si l'on n'est pas soi-même enfant de parents français » si on est né à Mayotte.

Dans le contexte général de la loi immigration, où le droit du sol était déjà remis en cause avant la censure du Conseil Constitutionnel (pour raisons techniques et non politiques), il faut se pencher sur cette décision pour en tirer des conséquences sur la réactionnarisation de l'État bourgeois (voir notre précédent numéro).

Le droit du sol, un principe devenu important pour la bourgeoisie française

Vis à vis de la nationalité, la bourgeoisie française a évolué avec le temps, en suivant le développement du capitalisme français.

La grande Révolution française de 1789 installe la bourgeoisie aux commandes. Avec la première monarchie constitutionnelle (1791), il existe une forme de droit du sol qui est confirmé après la fin de la Révolution dans le Code Napoléon de 1804. Mais ce droit du sol est conditionnel, on ne peut pas dire qu'il soit particulièrement un principe établi pour la bourgeoisie française, il est d'ailleurs peu utilisé.

C'est en 1851 puis en 1889 que la loi fixe le droit du sol fortement dans le droit français. Pourquoi ça ? C'est l'époque où le capitalisme français a besoin de main d'œuvre et ne peut pas se reposer seulement sur les anciens paysans, qui n'arrivent pas assez vite en ville ou sont morts dans les guerres successives. Il faut donc des immigrés qu'on ira chercher en Italie, Espagne, Belgique... Ainsi on notera par exemple que 1889, quand arrive la nouvelle loi, c'est presque 20 ans après 1870-71, époque de la guerre Franco-Prussienne et de la Commune; il y aura donc forcément des absents dans les classes d'âge qui doivent effectuer le service militaire, car leurs potentiels parents sont morts à la guerre. La loi de cette année-là reflétera cette réalité pour forcer les jeunes enfants d'étrangers à faire le service militaire à leur majorité.



▲ Manifestations devant l'ambassade française aux Comores en 2018.

Ainsi, dans le tournant vers l'impérialisme qui se passe autour de la fin du 19^{ème} siècle et du début du 20^{ème} siècle, la France devient le premier pays d'immigration d'Europe tout en restreignant la nationalité dans ses nouvelles colonies où l'on ne devient pas français comme en métropole (code de l'indigénat de

colonies) selon les nécessités du capitalisme puis de l'impérialisme français. Il s'est ouvert quand il y avait besoin de main d'œuvre, et s'est refermé ensuite. Mais il est devenu un principe général du droit de la bourgeoisie française, un instrument par lequel elle pouvait contrôler sa population dans l'ensemble des régimes bourgeois qui se sont succédé depuis la 1^{ère} République.

Par conséquent, il est tout à fait important de noter que sa remise en question à Mayotte, puis en France en général (ce qui est la position des Républicains de Ciotti et est la position historique du RN depuis le père Le Pen) ne fait grogner presque personne. Au contraire, cette « solution » est vendue aux masses comme une solution aux problèmes de Mayotte. C'est un signe de la réactionnarisation de l'État, car la tradition juridique de longue date de la démocratie bourgeoise en France est remise en cause pour la première fois de façon si intense depuis la soi-disant « décolonisation » et depuis le régime de Vichy, qui était revenu sur les naturalisations obtenues « par le sol » avec son gouvernement fasciste de déportations.

La bourgeoisie cherche absolument à restructurer l'État pour conjurer la crise et mettre au pas les révoltes

1881). Cela perdurera avec l'exemple infâme de la dénomination de « Français musulmans » en Algérie, qui accompagne tant de massacres et de persécutions. Il faut garder cela en tête pour se rappeler toujours comment l'impérialisme français a l'habitude de traiter ceux qu'il désigne étranger sur « son » sol.

On peut ainsi dire que dès le début de son histoire contemporaine (car il existait aussi d'une autre manière sous l'Ancien Régime), le droit du sol a évolué en France (et ailleurs dans les

Au-delà du droit du sol, la négation des principes démocratiques bourgeois français

La bourgeoisie française s'est toujours vantée d'être l'héritière des Lumières, des grandes idées, des traditions de liberté et de droits de l'Homme. Tout ce blabla a pris un sacré coup de vieux quand on voit l'exploitation féroce et les mesures inhumaines prises à travers les 175 dernières années par l'État bourgeois devenu le plus grand oppresseur après avoir fait croire qu'il rendrait les citoyens libres.

Comme expliqué plus haut, il est très important de lier ce développement actuel à l'histoire de l'impérialisme français. Il faut donc reconnaître dans cette mesure à Mayotte une violation ouverte et délibérée du principe pourtant inscrit dans les « principes de la République » : « *la République est une et indivisible* ».

Indivisible, vraiment ? Pourtant, la remise en cause du droit de nationalité sur une partie seulement du territoire (Mayotte) brise totalement ce principe.

La réactionnarisation de l'État bourgeois dont nous parlons n'est pas une abstraction, elle se réalise dans des mesures concrètes, où les principes de la République bourgeoise (démocratique-libérale) sont remis en cause par le gouvernement qui est à la tête même de celle-ci. Il n'est pas étonnant que les forces flirtant le plus ouvertement avec le fascisme soutiennent l'extension de telles mesures et réclament des « victoires idéologiques » lorsqu'elles sont présentées.

C'est une nécessité pour la bourgeoisie d'avancer avec de telles armes quitte à dédier ses penseurs et les écrivains originaux de ses grands textes de loi, comme la Constitution de la 5^{ème} République. Il lui faut absolument restructurer l'État pour conjurer la crise et mettre au pas les révoltes, ce sont des tâches qui vont toutes ensemble.

Plus rien de progressiste ne peut venir de la bourgeoisie. L'impérialisme est un parasite et l'impérialisme français est un parasite luxueux, affamé, qui ne peut pas soutenir son poids sans sucer le sang des prolétaires en France et des peuples opprimés à l'étranger. Il tente de nous entraîner dans sa chute par ses lois, ses guerres et ses projets délirants, et les opportunistes du Parlement tentent de nous faire croire qu'il est possible de le sauver, de ne pas faire de réformes réactionnaires mais un programme « de gauche ».

Mais c'est peine perdue, la réactionnarisation de l'État bourgeois français se poursuit frénétiquement ces dernières années. La seule classe capable de changer la donne, c'est le prolétariat, car il porte la tâche d'abattre l'État bourgeois et avec lui, la réaction sur toute la ligne.



Des gendarmes lors d'affrontements avec des jeunes, le 25 avril 2023.

Wuambushu 2 : la militarisation accrue à Mayotte sous prétexte de sécurité

Déjà l'an dernier nous avions parlé de Wuambushu, l'opération du gouvernement Macron à Mayotte qui avait abouti à la destruction de plusieurs quartiers, faisant un grand nombre de sans-domicile dans la population de l'île.

En avril l'État français lance l'opération Wuambushu 2, avec des mesures de contrôle réactionnaires pour empêcher toute résistance et réaliser les décasages (destruction des habitations). Le problème de la délinquance, sur lequel l'État bourgeois met fortement l'accent, est en réalité le problème de la résistance aux forces de répression : la ministre des Outre-mer a annoncé l'interdiction des ventes de machettes et la possibilité d'euthanasier les « chiens d'attaque » en prévision de l'entrée des policiers et gendarmes dans les bidonvilles.

Mais qui a créé les « bandes » et les « chefs de bandes » que l'État français se plaint d'avoir à « pacifier » ? N'est-ce pas une attitude de pompier pyromane que d'occuper illégalement un territoire, d'attaquer à coup de bulldozers et de policiers et gendarmes les quartiers pauvres où se masse une population très jeune, sans perspective et souvent sans papier, et ensuite de s'étonner des problèmes qui émergent ? En réalité il n'y a rien d'étonnant là-dedans, ni pour l'État bourgeois ni pour nous. Cela fait partie de leurs manœuvres dégueulasses pour diviser le peuple, se présenter comme les « sauveurs » du « bon peuple » de Mayotte, qui lui a ses papiers, qui lui a des maisons en dur. Tout ça contre les « voyous » et les « criminels » que l'impérialisme français a lui-même créé par sa politique, pas seulement à Mayotte, mais aussi envers les Comores, l'archipel dont fait partie l'île et qui est parmi les plus pauvres du monde. Le décor est posé, l'État bourgeois veut nous faire croire qu'il y a d'un côté les gentils et de l'autre les méchants et que lui n'a rien à voir avec l'affaire, tout ça alors qu'il a l'arme du crime entre les mains.

Wuambushu 2 n'est pas une opération de « pacification », c'est une militarisation du territoire de Mayotte, un territoire où l'on peut se faire détruire sa maison à tout moment, euthanasier son chien sans raison, ou bien ne pas avoir d'eau propre pendant des semaines.



La ministre Aurore Bergé menace de supprimer les subventions aux associations

L'idée a été posée sur la table par la ministre en réaction à la situation en Palestine. En effet, plusieurs associations dédiées aux femmes ont dénoncé la situation à Gaza où le siège a déjà conduit à la mort des dizaines de milliers de personnes, donc beaucoup de femmes également. Madame Aurore Bergé considère donc que dénoncer ce qu'il se passe à Gaza c'est « avoir des propos ambigus » et elle utilise son pouvoir gouvernemental pour menacer de retirer le pain de la bouche aux associations !

Nous voyons là un bel exemple de la tentative de Macron de corporiser l'État impérialiste français, c'est-à-dire que l'État se tienne dans un rapport direct avec les masses, sans intermédiaire, ou que ces intermédiaires soient ses propres institutions, sous son propre contrôle. Un autre exemple récent est celui de la Ligue des Droits de l'Homme, attaquée par Darmanin après la mobilisation de Sainte-Soline il y a un an.

En effet, il y a plus d'1,3 millions d'associations en France, dont beaucoup profitent de subventions d'État. Ces associations diverses (spor-

tives, culturelles, politiques, sociales...) servent régulièrement aussi à l'État comme « relais » dans la société, en assurant des missions pour lesquelles le fameux « service public » a été mis de côté. Prenons simplement l'exemple des violences faites aux femmes, soi-disant « grande cause du quinquennat » et donc d'Aurore Bergé : le numéro de téléphone vanté par le gouvernement pour alerter à ce sujet, le 3919, est très largement géré par des associations.

Alors, si l'État bourgeois finance les associations et qu'elles lui sont utiles à un certain niveau, pourquoi donc les ministres du gouvernement menacent-ils publiquement de couper le robinet des subventions ? Que faire contre cela ? Eh bien, il faut comprendre que le milieu associatif s'est développé à partir des années 1970-1980, c'est-à-dire dans la période où l'État bourgeois commence à se restructurer contre la crise du chômage de masse. Des associations locales ou nationales, politiques et sociales se sont créées et ont organisé des mouvements de masses à différentes échelles sur des sujets variés.

Aujourd'hui, l'État bourgeois veut faire des économies et surtout veut contrôler absolument le contenu politique de ces associations qui sont importantes pour la vie sociale. Hors de question d'avoir quoi que ce soit d'opposé au gouvernement et aux intérêts de l'État !

Il faut que les associations s'en tiennent à la « neutralité » ou à la ligne du gouvernement, sinon, pas de subvention ! De cette manière, les masses sont directement soumises, y compris dans la vie associative, à la politique de l'État bourgeois. Les intérêts des associations doivent devenir ceux de la bourgeoisie si elles veulent continuer à recevoir de l'argent, la lutte des classes doit être effacée et le lien social direct entre l'État bourgeois et le proléttaire : c'est le corporatisme dont on a parlé plus haut. On voit dans une certaine mesure le même phénomène dans les médias bourgeois : ceux qui ne dépendent pas d'un milliardaire vivent des subventions d'État, et Macron a rappelé lors de son interview avec l'Humanité que l'État « aidait » ainsi les journaux.

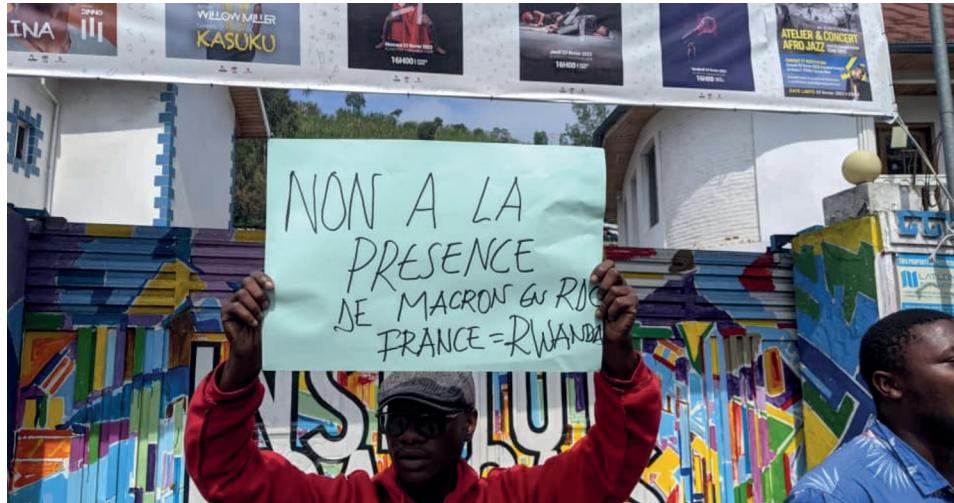
C'est donc un signal d'alarme important, que l'on soit membre d'une association, d'un syndicat, ou de toute autre organisation. En 2024, il est tout à fait insensé de construire une organisation en se basant sur le « soutien » financier de l'État bourgeois. Ce n'est qu'une carotte qui est donnée avant d'utiliser le bâton ! Il faut au contraire s'appuyer sur les seules qui sont capables de soutenir la lutte jusqu'au bout et de la soutenir, y compris financièrement, car c'est la leur : les masses populaires en général, et le prolétariat en particulier.

Congo : derrière le conflit, la bataille impérialiste pour les ressources minières

Le 12 février, des drapeaux américains et belges brûlent devant les ambassades et les bureaux de l'ONU, à Kinshasa, la capitale de la République Démocratique du Congo. Les manifestants protestent contre le conflit qui ravage leur pays depuis 25 ans, qui a déjà fait plus de 6 millions de morts, sous les yeux des impérialistes pilleurs, indifférents à un énième génocide.

Dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), le conflit, passé sous silence par les grands groupes de presse de nos pays impérialistes, dure depuis 1996 et a fait 6 millions de morts et des millions de déplacés. Une multitude de groupes armés et de régimes laquais dans la région, travaillant pour différents impérialistes, sont impliqués. Depuis 2 ans, c'est principalement le M23 et les forces armées de la République démocratique du Congo qui s'affrontent. Le M23, soutenu par le Rwanda, fonde ses revendications sur une discrimination à l'égard des Tutsis congolais, qui ont fui le génocide dont ils étaient victimes au Rwanda en 1994, et d'autres communautés ethniques du nord et du sud du Kivu, considérés d'origine rwandaise. Depuis le génocide de 1994, le contrôle des minerais et des circuits de sortie est pour le Rwanda une manière de continuer la guerre sous une autre forme. L'enjeu est de taille : se créer une base économique pour compenser sa situation géographique enclavée et ses modestes ressources naturelles.

« *Les Occidentaux sont derrière le pillage de notre pays. Le Rwanda ne fonctionne pas seul, ils doivent donc quitter notre pays* », a déclaré un manifestant à Reuters. La foule a jeté des pierres sur l'ambassade américaine, brûlé des drapeaux, et détruit des magasins étrangers, comme celui de la chaîne française Canal+. Plusieurs véhicules de la mission dite de « maintien de la paix » de l'ONU ont été incendiés et pillés dans l'est de la RDC. La police a réprimé les manifestants en tirant des gaz lacrymogènes et en gardant plusieurs ambassades, notamment les ambassades de France et des États-Unis. Ceux-ci ont d'ailleurs dé-



Des manifestants devant l'Institut français de Goma, le 2 mars 2023, lors de la venue d'Emmanuel Macron en RDC.

mandé à leurs compatriotes de « faire profil bas » et de ne pas sortir de chez eux, et de nombreuses écoles internationales et boutiques d'impérialistes ont été fermées. Déjà en mars 2023, lors de son voyage stratégique en Afrique centrale pour tenter de préserver les

« *Le Rwanda ne fonctionne pas seul, les Occidentaux sont derrière le pillage de notre pays* »

intérêts menacés de l'impérialisme français, Emmanuel Macron avait été accueilli par des manifestants : « *Nous avons brûlé le drapeau de la France (...) pour exprimer notre indignation vis-à-vis de l'appui financier que la France apporte au Rwanda pour financer les rebelles du M23 qui nous agressent.* »

La RDC présente un grand intérêt pour de nombreux impérialistes en raison de ses ressources naturelles : elle dispose de 80 % du stock mondial de coltan, dans les sous-sols du Nord-Kivu et Sud-Kivu. Reconnu pour sa durabilité et sa résistance extrême à la chaleur et à la corrosion, ce métal est utilisé dans l'industrie aérospatiale, l'armement et l'électronique. En outre, le coltan congolais possède une radioactivité élevée ; sa concentration pourrait

fournir des matières fissiles susceptibles de remplacer l'uranium dans certaines applications. Actuellement, c'est la Chine qui contrôle la plupart des mines du Congo et fournit à l'État congolais des drones et des armes pour lutter contre le groupe M23. En outre, les forces armées de la RDC sont directement soutenues par la soi-disant mission de « maintien de la paix » de l'ONU, qui se retire toutefois après avoir fait face à l'opposition du peuple congolais et à l'échec de la « stabilisation » du pays. Les forces de « sécurité » de la RDC ont commis de nombreuses atrocités contre la population, telles que des exécutions extrajudiciaires et la répression contre ceux qui ont critiqué l'opération de l'ONU dans le pays.

Le M23 a progressé de manière significative au cours des derniers mois et se trouve désormais aux portes de Goma, la capitale du Nord-Kivu. Goma est la seule ville de la région à disposer d'un important aéroport international et d'infrastructures conséquentes. L'inquiétude des impérialistes à l'égard du M23 n'a rien à voir avec une inquiétude pour le peuple congolais. La seule chose qui les inquiète, en réalité, c'est la perte d'accès aux ressources minières, comme l'ont dénoncé les manifestants.

1. En 2012, pendant 10 jours, le M23 avait déjà occupé la ville de Goma. Son ascension rapide et ses liens avec le Rwanda avaient suscité l'inquiétude et déclenché des efforts internationaux pour un cessez-le-feu. Après des pourparlers, le M23 avait mis fin à sa rébellion en 2013, mais a depuis repris les armes.

Luttes internationales du prolétariat et des peuples opprimés

1 PAKISTAN

Des manifestations et des affrontements entre manifestants et policiers ont éclaté au Pakistan, après la publication des résultats des élections du 8 février. Les manifestations ont bloqué la majeure partie du trafic et de l'activité économique dans de nombreuses régions. Plusieurs autoroutes du pays ont été complètement bloquées. Les premières manifestations ont fait 4 morts et plus de 30 blessés. Les partisans d'Imran Khan et d'autres partis ont dénoncé une manipulation dans le recomptage des votes, qui a également pris plusieurs jours. Depuis le début, ces élections constituent une farce absolue dirigée par les classes dirigeantes pakistanaises et l'impérialisme. Imran Khan (l'ancien président, évincé en 2022, soutien des intérêts du social-impérialisme chinois) a été maintenu hors du duel à l'aide d'accusations criminelles douteuses. Mais le PTI (Mouvement du Pakistan pour la justice), le parti d'Imran Khan, est arrivé largement en tête du scrutin, remportant 93 sièges. Pourtant, ils n'ont pas été autorisés à former un nouveau gouvernement, car ce n'est permis qu'aux partis – or la majorité d'entre eux ont été forcés de se présenter sous l'étiquette « indépendante ». C'est donc une alliance gouvernementale sans le PTI qui a été annoncée, avec le PLM-N (parti de la Ligue musulmane) et le Parti du peuple pakistanais, dirigés par deux familles historiquement au pouvoir au Pakistan depuis plusieurs décennies. L'objectif principal de ces élections, qui était de stabiliser le pays en permettant la formation d'un nouveau gouvernement pour l'État, n'est rempli qu'en façade. La crise profonde que connaît le Pakistan n'est pas résolue par la nomination comme Premier Ministre d'une nouvelle marionnette à la solde de l'impérialisme yankee. 40 % de la population vit toujours sous le seuil de pauvreté, et les masses pakistanaises ne sont pas dupes. Au point que même de nombreux médias bourgeois ont souligné le manque de transparence totale et la façon dont tout a été mis en place pour que le PLM-N gagne les élections avec l'aide de l'armée.



2 ALLEMAGNE

La première gigafactory européenne de Tesla, située en Allemagne, a fait l'objet d'un sabotage de la part d'activistes se faisant appeler le « Vulkan Gruppe ». Le 12 mars, ils ont mis le feu à un pylône électrique à haute tension, coupant l'électricité à l'usine du constructeur automobile, ainsi qu'aux habitants des environs. La production a été interrompue pendant une semaine et les pertes ont été estimées à près d'un milliard de dollars. Inaugurée en 2022, l'usine emploie 11 500 salariés et produit le SUV électrique le plus vendu en Europe. Heures supplémentaires débridées, surcharge de travail, manque de personnel, mauvaise climatisation des ateliers... La boîte d'Elon Musk est bien connue pour se moquer complètement des droits de ses travailleurs, aux États-Unis comme en Europe. À leur embauche, ils doivent même signer une « déclaration de

confidentialité », jolis mots pour en réalité les empêcher de s'organiser. Récemment, Tesla a annoncé son projet d'agrandir cette gigafactory, qui fait déjà 300 hectares, ce qui impliquerait le déboisement de plus de 100 hectares supplémentaires. Sa consommation d'eau délirante est également pointée du doigt, ainsi que la pollution au phosphore et à l'azote (6 fois supérieurs à la limite légale) des eaux environnantes. Un vote consultatif a eu lieu, avec une participation de 70 % des habitants, 64 % rejetant l'extension. Les représentants de Tesla ont d'ores et déjà annoncé n'en avoir rien à faire, et Elon Musk s'est rendu à l'usine pour la reprise de l'activité en annonçant : « *Ils ne nous arrêteront pas !* » Pourtant, il suffit visiblement d'un pylône électrique et d'un briquet bien placé...

3 JORDANIE

Le dimanche 28 janvier, la base militaire états-unienne « Tour 22 » en Jordanie a été attaquée par un drone. L'attaque s'est produite tôt le matin, prenant les militaires complètement par surprise. Le bilan est de trois morts et plus de 40 blessés, dont des graves. Il s'agit de l'attaque la plus efficace contre les troupes états-unies depuis 2021, lorsque 13 soldats avaient trouvé la mort lors d'une attaque à Kaboul. Comme l'ont rapporté les officiers yankees à la presse bourgeoise, du vendredi 26 janvier au lundi 29 janvier, ils ont été la cible de six attaques diffé-



4 TURQUIE

De nombreuses manifestations et actions ont eu lieu à travers le pays à l'occasion du 8 mars, journée internationale de lutte des femmes. À Ankara, des milliers de femmes ont défilé avec enthousiasme, portant des bannières avec des slogans tels que « Vie et liberté pour les femmes! Fin de l'oppression et de la réaction! » et « Le 8 mars est rouge et restera rouge! ». La marche d'Eskişehir a scandé des slogans tels que « Nous ne serons pas les esclaves de la famille ou du capital! », et s'est tenue en solidarité avec les femmes touchées par les tremblements de terre du 6 février et avec les femmes palestiniennes. À Diyarbakir, des banderoles soutenaient la lutte des femmes baloutches, afghanes, irakiennes et pakistanaises. À Istanbul, la capitale, des milliers de femmes ont rejoint la « Marche de nuit féministe » et ont dénoncé les plus de 300 femmes tuées en Turquie en 2023. Un discours a été lu : « Ces rues qui nous sont fermées sont ouvertes aux sectes qui propagent la haine (...). Ce qu'ils appellent "famille", c'est une structure qu'on nous impose, dans laquelle nous sommes soumises à des abus et à des violences, où notre travail, notre corps et notre existence sont ignorés et exploités. Nous sommes censées accepter les inégalités afin d'avoir un logement et de joindre les deux bouts. Vivre autrement est "honteux" et "interdit". Mais nous n'avons pas de vies à perdre à cause de la honte et des interdits. Plus de 300 femmes ont été tuées par des hommes en 2023. En seulement deux jours, 9 femmes ont été assassinées soit alors qu'elles tentaient de divorcer, soit après le divorce (...). Nous considérons la violence masculine, la non-prévention de la violence et la domination masculine comme un système social. Nous mettons à l'ordre du jour le fait que les forces de l'ordre ne font pas leur travail, que la loi n'est pas appliquée efficacement, que les juges rendent des jugements sexistes et que les centres d'accueils ne sont pas adaptés. La politique actuelle, en revanche, trouve effrayantes l'autonomisation et l'égalité des femmes et cherche à renforcer la famille. De toute façon, ils devraient avoir peur, car s'il n'y a pas d'égalité et de liberté pour nous, il n'y a pas de paix pour eux. »

rentes, et cet attentat a été le point culminant de cette augmentation des attaques contre la présence militaire des USA au Moyen-Orient. La Tour 22 est une de leurs bases militaires, elle située à l'angle nord-est de la Jordanie, à la frontière avec l'Irak et la Syrie, et sert de point logistique fondamental pour les opérations de l'impérialisme yankee dans la région, en particulier en Syrie. La base compte environ 350 militaires, et la Jordanie, allié clé historique des USA, en compte environ 4 000, dont des centaines de formateurs, et organise des exercices intensifs tout au long de l'année. Les faits ont été revendiqués par la Résistance islamique en Irak, une coalition informelle de groupes armés soutenus par l'Iran, qui s'oppose à l'aide que les États-Unis apportent à Israël dans le massacre à Gaza, et plus généralement à l'impérialisme yankee au Moyen-Orient. L'Iran nie officiellement toute implication. Depuis le retrait d'Afghanistan en 2021, les troupes américaines étaient passées de 160 000 à 30 000 soldats au Moyen-Orient. Mais depuis le 7 octobre dernier, les États-Unis ont envoyé des milliers de soldats supplémentaires dans la région, notamment sur des navires de guerre. En représailles, elles ont été attaquées plus de 160 fois par des milices soutenues par l'Iran, blessant environ 80 soldats.



Théorie : comment comprendre la Révolution Proletarienne Mondiale ?

Ce texte sert de courte introduction pour permettre de comprendre le processus de la Révolution Proletarienne Mondiale.

Pourquoi parlons-nous de révolution mondiale ? D'abord parce que le prolétariat est une classe internationale, qui partage ses intérêts dans le monde entier. Ensuite, car le but final de la révolution, le communisme, ne peut pas être atteint tant que la société de classes existe dans le monde, soit nous y entrons tous, soit personne n'y entre. Par conséquent, la révolution est mondiale.

Malgré cela, cette révolution est réalisée dans des pays en fonction de leur cadre national, et elle se développe donc de façon inégale, pas à l'unisson. Ainsi, au 20^{ème} siècle, la révolution russe de 1917 a permis un grand avancement à la révolution dans le monde, mais tout les dominos ne sont pas tombés en même temps ailleurs en Europe, et l'URSS est devenue une base d'appui à la révolution prolétarienne mondiale dans les autres pays. Ainsi, la révolution prolétarienne mondiale est une unité, quand la révolution arrive dans un pays, cela a un impact dans tous les autres.

En 2024, plus de 100 ans après 1917, certains pensent que la révolution mondiale est morte et enterrée, qu'elle est une histoire ancienne

du 20^{ème} siècle, et qu'il faut aujourd'hui se poser de nouvelles questions. Ils pensent que le communisme a échoué. Pourtant, la lutte des classes se renforce dans le monde et les contradictions s'aiguisent ! La contradiction principale à l'époque de l'impérialisme, des

Chaque avancement de la révolution en Afrique, en Asie, en Amérique latine et ailleurs nous servira car cela sapera la base de l'impérialisme français et donc, de notre ennemi principal tout comme, en retour, notre processus servira les peuples du monde entier

guerres et des révoltes, est la suivante : d'un côté il y a des pays oppresseurs (impérialistes) et de l'autre des pays opprimés. C'est dans ce cadre que se développe la contradiction fondamentale du capitalisme, celle entre la production sociale et la propriété privée, entre travail

et capital et toutes les autres contradictions. Ainsi le Parti Communiste de Chine indiquait dans l'importante « Lettre Chinoise » de 1963 : « Certains nient même la grande portée internationale de la lutte révolutionnaire des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine contre l'impérialisme et, sous prétexte de faire tomber les barrières de la nationalité, de la couleur de la peau et de la localisation géographique, ils essaient par tous les moyens d'effacer la ligne de démarcation entre nations opprimées et nations opprimeuses, entre pays opprimés et pays oppresseurs, d'étouffer la lutte révolutionnaire des peuples de ces régions [...] »

Cette « théorie » ne vise pas réellement à faire tomber les barrières de la nationalité, de la couleur de la peau et de la localisation géographique, mais à maintenir la domination des « nations supérieures » sur les nations opprimées. [...]

La classe ouvrière [...] doit étudier l'expérience révolutionnaire des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, soutenir fermement leur action révolutionnaire, et considérer la cause de leur libération comme le soutien le plus sûr pour elle-même, comme son intérêt direct. Seule cette façon d'agir permet réellement de faire tomber les barrières de la nationalité, de la couleur et de la localisation géographique,

et est l'expression du véritable internationalisme prolétarien.

Sans l'union avec les nations opprimées, sans la libération de celles-ci, la classe ouvrière des pays capitalistes d'Europe et d'Amérique naura jamais sa libération. Lénine a fort bien dit : "Le mouvement révolutionnaire des pays avancés ne serait, en fait, qu'une simple duperie sans l'union complète et la plus étroite dans la lutte des ouvriers en Europe et en Amérique contre le capital et des centaines et des centaines de millions d'esclaves 'coloniaux' opprimés par ce capital." (V.I. Lénine, Le II^e Congrès de l'Internationale communiste, Œuvres, tome 31) »

Certains, qui croient respecter Marx et son œuvre, prétendent que celui-ci pensait que la révolution ne pouvait avoir lieu qu'en Europe, là où le capitalisme était le plus développé. Bien sûr, Marx et Engels¹ apportaient une grande attention à l'Angleterre, puis plus tard à l'Allemagne, car c'étaient les pays où le développement du capitalisme et de la classe ouvrière permettait les perspectives les plus complètes à la révolution. Pourtant, dans plusieurs lettres à Véra Zassoulitch, une militante russe, Marx explique comment la révolution démocratique et agraire en Russie pourrait lancer un processus « régénérateur de la société russe », supé-

rieur au capitalisme.

Et c'est sur cette base que Lénine² développe sa thèse du rôle de la révolution dans les nations opprimées, de la combinaison entre le Mouvement Communiste International et le Mouvement de Libération Nationale contre l'impérialisme. Dans la trop souvent oubliée *Adresse au Deuxième Congrès Russe des Organisations Communistes des Peuples de l'Orient*, Lénine dit : « C'est pourquoi je pense que dans l'histoire du développement de la révolution mondiale - qui, à en juger par son début, se poursuivra pendant de nombreuses années et exigera beaucoup d'efforts - dans la lutte révolutionnaire, dans le mouvement révolutionnaire, vous [les peuples d'Orient] serez appelés à jouer un grand rôle et à fusionner avec notre lutte contre l'impérialisme international. Votre participation à la révolution internationale vous confrontera à une tâche compliquée et difficile, dont l'accomplissement servira de base à notre succès commun, car ici la majorité du peuple commence pour la première fois à agir de manière indépendante et sera un facteur actif dans la lutte pour renverser l'impérialisme international. »

Ainsi, les nations opprimées, qui représentent la majorité de l'humanité et se trouvent en Asie, en Afrique, en Amérique latine et même

1. Fondateurs du marxisme, révolutionnaires allemands ayant vécu à travers l'Europe au 19^{ème} siècle.

2. Grand révolutionnaire russe ayant dirigé la Révolution de 1917.



en Europe orientale, sont les centres de la Révolution Prolétarienne Mondiale. Elles constituent le Tiers-Monde, ce qui est un point essentiel de la théorie du Président Mao³ : « *trois mondes qui se délimitent* ». La mention de Tiers-Monde n'est pas négative ou insultante, elle souligne au contraire le rôle central de ces pays dans la révolution. Il ne faut pas la confondre avec la théorie révisionniste qui sera portée par Deng Xiaoping⁴ et qui revient à prôner l'alliance avec une puissance impérialiste plus « faible » contre une puissance plus forte ou une superpuissance.

La période de « l'offensive stratégique »

Au contraire, c'est une synthèse sur la révolution mondiale. Elle signifie que les luttes des nations opprimées contre l'impérialisme sont celles qui ont aujourd'hui le poids et le potentiel pour le renversement de l'impérialisme. D'autant plus à notre période qui est celle de l'offensive stratégique, où le prolétariat et les peuples du monde entier doivent se jeter à l'assaut de l'impérialisme en décomposition qui vit une crise générale partout et n'épargne aucun pays. Le Président Gonzalo⁵ dit à ce propos : « *C'est une stratégie, c'est une compréhension globale de l'endroit où se trouve le poids des masses sur terre, c'est le problème des relations entre l'impérialisme et les nations opprimées, voilà le problème. C'est un problème qui ne peut être compris que dans la situation internationale actuelle, en partant des relations économiques internationales de l'impérialisme, c'est la thèse de Lénine.* »

Il est ridicule d'en conclure que la lutte dans les pays impérialistes est supprimée par cette analyse stratégique, que la révolution ici est impossible. En clarifiant cela, il faut comprendre la révolution socialiste nécessaire en France comme une partie de la Révolution Prolétarienne Mondiale qui est un tout. Cette partie se fera au service de tout le processus, et chaque avancement en Afrique, en Asie, en Amérique latine et ailleurs nous servira car cela sapera la base de l'impérialisme français et donc, de notre ennemi principal tout comme, en retour, notre processus servira les peuples du monde entier. L'agressivité guerrière actuelle de l'impérialisme, qui défendra à la mort son système monstrueux, doit être vue comme un signe de faiblesse, et pas une force. Une bête sauvage est toujours plus hargneuse à deux doigts de la mort que quand elle est triomphante.

3. Grand révolutionnaire chinois ayant dirigé le Parti Communiste de Chine.

4. Dirigeant de la ligne de droite en Chine, ayant pris le pouvoir dans un coup d'État après 1976 pour embarquer la Chine sur la voie du capitalisme.

5. Grand révolutionnaire péruvien ayant dirigé le Parti Communiste du Pérou.



Un manifestant devant une barricade en feu à Dakar, le 4 février 2024.

Affrontements au Sénégal après le report des élections par le président

Nous publions ici une traduction non-officielle d'un article du média anglophone Red Herald, paru le 14 février dernier, actualisé mardi par la rédaction de la Cause du Peuple.

Au Sénégal, des affrontements entre manifestants et « forces de sécurité » ont éclaté le 4 février après que le parlement ait décidé de reporter l'élection présidentielle, confirmant l'annonce unilatérale de l'actuel président Macky Sall, juste avant le début de la campagne électorale. Selon les médias, au moins trois manifestants ont été assassinés par les « forces de sécurité ». Le plus jeune d'entre eux, âgé de 16 ans, a été tué d'une balle dans la tête. L'État sénégalais a également coupé l'internet pour imposer une censure plus stricte.

Le Sénégal est considéré comme un pays « stable », qui a une « longue tradition de démocratie et de respect des droits de l'homme » par les impérialistes. Cependant, avant même le report des élections, les rivaux de Macky Sall ont fait l'objet d'accusations criminelles et de peines d'emprisonnement. Son principal rival, Ousmane Sonko, a été accusé de viol, entre autres, une allégation qui aurait été motivée politiquement par ses partisans. Des luttes, au

cours desquelles au moins 13 personnes ont été tuées par balle par la police anti-émeute, se sont déroulées contre son emprisonnement en 2021. Sonko a été détenu pendant plusieurs mois pour « corruption de mineurs et incitation à l'insurrection », bien qu'il ait été acquitté de l'accusation de viol. De nombreux journalistes et militants ont été arrêtés pour avoir dénoncé les restrictions imposées à Sonko et à son parti. Finalement, Sonko a été libéré le 14 mars. Bien entendu, il n'est qu'un représentant d'une autre section des classes dirigeantes, et il ne fait aucun doute qu'il travaillerait tout aussi impitoyablement s'il était au pouvoir pour continuer à servir les intérêts de son pays. Après la grave crise politique de ces derniers mois, le Conseil constitutionnel du Sénégal a forcé Macky Sall à fixer une nouvelle date d'élection présidentielle avant la fin de son mandat, le 2 avril. La date a été arrêtée au 24 mars.

Le droit de vote et les « élections libres » sont considérés comme des idéaux fondamentaux de la démocratie bourgeoise, et la tentative de report des élections par une annonce unilatérale du président, qui selon la constitution sénégalaise n'est pas autorisé à continuer après avoir été au pouvoir depuis 2012, était une violation claire de ces idéaux. Malgré cela, le report des élections s'inscrivait dans le cadre institutionnel de l'État sénégalais, comme l'a souligné un politologue basé aux États-Unis. M. Sall a simplement signé un décret d'annulation d'une mesure datant de novembre 2023 qui définissait la date des élections. Il a invoqué des problèmes liés à la liste des candidats, dont certains de ses rivaux avaient déjà

été exclus, et a appelé à la tenue d'un « dialogue national » corporatiste pour « créer les conditions d'une élection libre, transparente et inclusive dans un Sénégal apaisé et réconcilié ». Cela illustre la pourriture du capitalisme bureaucratique et la nature illusoire des droits démocratiques et libéraux.

Les impérialistes se sont inquiétés de la lutte au Sénégal, pays relativement stable de la région du Sahel, où de multiples coups d'État militaires ont eu lieu ces dernières années. Une série de déclarations cyniques ont été publiées. Par exemple, l'ONU, instrument impérialiste dominé par les États-Unis, a condamné les violations des « droits de l'homme » commises par la police anti-émeute et a appelé le gouvernement à rendre le « dialogue national » « inclusif ». L'impérialisme français a demandé à la police d'utiliser une violence « proportionnée » contre les manifestants et a espéré que les élections se tiendraient bientôt. L'impérialisme américain s'est également déclaré « profondément préoccupé » par la situation.

Ce qui s'exprime dans les manifestations, c'est la demande du peuple sénégalais pour des droits démocratiques et pour un changement de ses conditions, un grand nombre de manifestants étant des jeunes en colère contre la vie de souffrance que leur offre le capitalisme bureaucratique. Dans le même temps, certaines forces tentent de limiter la lutte à un combat électoral ou de l'apaiser en organisant des marches de protestation pacifiques, afin de préserver cet ordre d'oppression au prix du sang du peuple.

Palestine : comment la résistance fait face à l'offensive génocidaire

La guerre s'est ouverte il y a 75 ans en Palestine. L'État sioniste d'Israël a été fondé au prix de la destruction des villages et de l'exode de 800 000 palestiniens. Retranchés aujourd'hui dans des « poches », en Cisjordanie, à Gaza, ou dans les États voisins, les Palestiniens n'ont plus rien à perdre.

Depuis la contre-offensive du 7 octobre, Israël a lancé une opération génocidaire d'envergure, prétendant régler définitivement le « problème palestinien » à Gaza. Depuis, le monde peut difficilement regarder ailleurs. En seulement quatre mois, l'opération israélienne a fait autant de morts que deux années d'invasion de l'Ukraine par la Russie.

L'intensité de la propagande impérialiste est aussi importante que l'effort militaire déployé sur place. Partout, la presse réactionnaire parle du « droit d'Israël à se défendre », de victimes qui ne seraient pas « de même nature » selon qu'il s'agit des Israéliens victimes de l'offensive du 7 octobre, ou bien si on parle de la population de Gaza victime des bombardements et de l'invasion terrestre. Le droit international est pourtant clair : l'ONU reconnaît la Cisjordanie, Jérusalem-Est et la Bande de Gaza comme des territoires illégalement occupés par l'armée sioniste. Il reconnaît qu'il n'existe pas de droit « à se défendre » contre un ennemi qui n'est pas un État et, qui plus est, vient d'un territoire illégalement occupé. Les principes du droit international reconnaissent cependant que la résistance, y compris armée, à une occupation est un droit légitime : droit que la résistance palestinienne a fièrement affirmé le 7 octobre.

Georges Abdallah : 40 de prison pour son combat pour la Palestine

Cette année marque, en France, les 40 ans d'emprisonnement du combattant anti-impérialiste et antisioniste libanais Georges Ibrahim Abdallah, accusé de complicité d'assassinat de deux diplomates américain et israélien à Paris, en 1982. Dans sa dernière déclaration, il nous rappelle : « Ce peuple a mis en échec toute la politique colonialiste de peuplement mis en œuvre depuis plus d'un siècle par l'ex-



Des combattants palestiniens des Brigades Al-Qassam, dans la bande de Gaza, le 19 juillet 2023. ▲

pression sioniste de l'occident impérialiste. Le nettoyage ethnique de la terre de Palestine et de ses habitants indomptables est plus qu'un échec. Plus de la moitié du peuple palestinien vit aujourd'hui en Palestine historique. Le mouvement sioniste n'a jamais réussi et ne réussira jamais à briser la volonté inébranlable des femmes et des hommes, des jeunes et des

Les combattants palestiniens d'aujourd'hui sont les enfants du massacre de 2014

moins jeunes palestiniens de mener la lutte sur tous les fronts pour libérer la Palestine, toute la Palestine. [...] La Résistance reste inébranlable, protégée et adoptée par les masses populaires. Gaza ne portera jamais le drapeau blanc de la capitulation... Ni les sionistes ni aucune criminelle force ne réussiront jamais à briser la volonté de la Résistance à Gaza. Nous ne devons jamais oublier que c'est des entrailles de ces camps de réfugiés à Gaza, en Cisjordanie, en Jordanie et au Liban, qu'est sortie l'expression combattante historique palestinienne : les Fedayin. Plus que jamais cette Résistance à l'agression génocidaire est verdoyante et porte la promesse des Fedayin... »

Israël creuse son propre tombeau

Aujourd'hui, Gaza est au bord de la famine. La

majorité de la population civile israélienne, l'une des plus militarisée au monde, soutient la guerre génocidaire. Les quelques réfractaires à l'enrôlement dans l'armée sioniste sont envoyés en prison. Il y a quelques semaines, le dirigeant palestinien Marwan Barghouti¹ était placé en isolement par l'occupant sioniste, accusé de préparer une intifada² en Cisjordanie. Il a été roué de coups par ses geôliers les 6 et 12 mars. L'État d'Israël est agressif, parce qu'il se sait faible. Dans la bande de Gaza, des unités fantômes palestiniennes tendent des embuscades réussies face à l'invasion. L'armée israélienne se félicite d'avoir « neutralisé 15 000 terroristes », car la masse palestinienne se confond avec la résistance active. Les combattants palestiniens d'aujourd'hui sont les enfants du massacre de juillet-août 2014³. Peu importe l'ampleur des massacres qui se déroulent aujourd'hui, Israël creuse ici, dans cette mer de sang, son propre tombeau. Palestine vaincra!

1. Marwan Barghouti est dirigeant palestinien, membre du Conseil législatif et dissident du Fatah, emprisonné par Israël depuis 2002.

2. Une intifada désigne le soulèvement général de la population palestinienne sur l'ensemble du territoire de Palestine, y compris Jérusalem et les territoires revendiqués par Israël. La première (1987-1993) aboutit à la capitulation de l'OLP et la formation future de l'Autorité palestinienne ; la seconde (2000-2005) aboutit à la fin de la colonisation et au début du blocus à la bande de Gaza, ainsi qu'à la construction du mur de séparation israélien, morcelant la Cisjordanie pour accélérer la colonisation du territoire.

3. Les frappes aériennes israéliennes sur Gaza avaient déjà fait 1400 morts.

Paris : Hommage aux Héros du prolétariat

Le dimanche 25 février dernier, la Cause du Peuple appelait à commémorer les héros du prolétariat de France. Comme chaque année, cette manifestation commémorative visait à honorer Pierre Overney, ouvrier révolutionnaire, vendeur de la Cause du Peuple. Le 25 février 1972, alors que Pierrot faisait la dure expérience du chômage forcé, viré de Renault pour des raisons politiques, il a participé à une action de distributions de tracts devant l'usine pour commémorer les 10 ans du massacre du métro Charonne, une manifestation qui faisait suite au massacre du 17 octobre 1961 où la police française a noyé les algériens en masse. Suite à sa mort, la solidarité de classe est immense, et plus de 200 000 personnes marchent dans un long cortège derrière son cercueil au début de Mars 1972.

Nous rendions aussi un hommage spécial aux héros du Groupe Manouchian (FTP-MOI), donnant leur vie pour le Parti communiste et la Révolution il y a 80 ans. En plus d'un discours, deux lettres ont été lues aux camarades présents. La première est composée d'extraits de la lettre de Missak Manouchian à Mélinée, sa femme, avant sa mort. Elle démontre tout son internationalisme et son héroïsme. La deuxième est une lettre de l'ouvrier bulgare Lutibrodsky, condamné à mort par la dictature en 1934, à son père. Cette lettre a été diffusée à des milliers d'exemplaires à l'époque comme exemple de la lutte implacable contre la bourgeoisie et le fascisme. La manifestation, partant du métro Père Lachaise, est donc passée sur la tombe de Pierrot, puis sur celle d'Szlama Grzywacz, combattant communiste, juif polonais membre du Groupe Manouchian, mort fusillé le 21 février 1944.



► *Lire le discours lu lors de la manifestation par la Cause du Peuple :*



Autriche : commémoration de Février 1934

En Autriche, nos camarades du journal révolutionnaires Rote Fahne rapportent qu'une manifestation s'est tenue à Vienne le 12 février, pour commémorer les 90 ans de l'insurrection de février 1934. À l'époque, les combats grondent dans Vienne et opposent les forces ouvrières, communistes et socialistes, aux forces fascistes, qui rallient en cours de route l'armée dite « républicaine ». Malgré la défaite militaire des forces ouvrières – 7000 combattants ouvriers perdent la vie – ces batailles ont été décisives pour le développement de la résistance contre le nouveau régime austrofasciste, puis le « III^e Reich » nazi. La manifestation s'est déroulée à proximité de Karl-Marx-Hof, qui est un ensemble de bâtiments de logements ouvriers, et un lieu historique du mouvement socialiste d'Autriche, qui

a subi les assauts au canon de l'armée fasciste il y a 90 ans. Les banderoles, les drapeaux et les chants ont célébré dignement cette lutte afin de rappeler ses leçons. Le slogan unitaire « Se souvenir, c'est lutter » a été scandé, ainsi que des slogans contre l'inflation, le vol des

salaires, contre le réarmement et l'OTAN. Des drapeaux palestiniens ont été repérés dans la foule, expression symbolique de la solidarité internationale, et contre la censure que les classes dirigeantes veulent imposer au peuple autrichien solidaire du peuple palestinien.



Sur la banderole, on peut lire : ▶
 « 1934 : Leur sang n'a pas coulé en vain...
 Pour la reconstitution
 du Parti Communiste d'Autriche ! »



Le 8 mars, un héritage du mouvement socialiste des femmes

Tous les ans au 8 mars se tient la journée internationale de lutte des femmes, qui vise à célébrer et mettre en avant la juste lutte des femmes prolétaires pour leur émancipation au travers de la révolution socialiste.

L'histoire de la journée internationale de lutte des femmes commence au sein de la Seconde Internationale, lors de la deuxième Conférence des Femmes Socialistes, qui se tient à Copenhague en août 1910. C'est sur une proposition de la camarade Clara Zetkin¹ qu'est adoptée la proposition de principe d'organiser une journée permettant de mobiliser les femmes « en accord avec les organisations politiques et syndicales du prolétariat dotées de la conscience de classe », sans pour autant se munir d'une date pour la tenue de cette journée. Créée par le mouvement socialiste de l'époque, cette journée a alors pour objectif de formaliser une opposition au féminisme bourgeois, très influent à l'époque, et rassembler les femmes révolutionnaires en défense du féminisme prolétarien, de l'émancipation des femmes par la libération du prolétariat. C'est à la suite de cette décision qu'est organisée l'année suivante la première journée internationale de lutte des femmes, le 19 mars 1911, avec comme revendication principale l'obtention du droit de vote pour toutes les femmes, comme décidé lors de la Conférence des Femmes Socialistes. Cette première manifestation est très largement suivie dans de nombreux pays européens où près d'un million de personnes participent à des manifestations.

Le 8 mars, date en hommage à une grève d'ouvrières à Petrograd

Dans les années qui suivent, entre 1911 et 1915, d'autres journées similaires sont organisées dans différents pays européens et en Russie, continuant de porter les revendications de droit de vote pour les femmes. La date du 8 mars apparaît pour la première fois durant cette période, en 1914 en Allemagne, où est organisée une journée de lutte pour l'obtention du droit de vote par les femmes socialistes. C'est vers



la fin de la Première Guerre mondiale que l'on retrouve cette date du 8 mars, dans la Russie de 1917, avec cette fois-ci de nouvelles revendications. Les femmes ouvrières de Petrograd

sovietique. En souvenir de cette journée historique, le 8 mars est désigné comme « journée internationale de la lutte des femmes » en URSS à partir de 1921.

Se poser correctement la question de l'émancipation des femmes, c'est le faire en tant que révolutionnaires

se mettent en grève, en exigeant du pain pour pouvoir se nourrir et nourrir leurs enfants, et le retour de leurs proches partis au front dans une guerre inter-impérialiste injuste qui ne leur apporte que misère. Cet événement est souvent considéré comme le début de la révolution

Le 8 mars s'impose ensuite progressivement dans l'ensemble du monde comme la journée internationale des femmes, portant des revendications d'accès au travail, d'égalité salariale, de partage équitable du travail domestique. C'est d'abord principalement en Union soviétique et dans les pays socialistes que cette journée prend de l'ampleur, puis plus tard au sein de la République Populaire de Chine, avant de commencer à toucher les puissances impérialistes au cours des années 1960 et 1970. L'ONU ne décrète qu'en 1977 le 8 mars comme « journée internationale de la femme » en enjoignant à ses états membres de célébrer cette journée. Cette appellation de « journée internationale de la femme » est sujette à de nombreuses critiques, notamment à cause du flou revendicatif et de l'effacement

1. Dirigeante communiste allemande, connue pour son travail dans la lutte internationale des femmes socialistes.

historique qu'elle met en avant. Certaines organisations féministes libérales lui préfèrent le terme de « journée internationale des droits des femmes », tentant ainsi de mettre en avant la nécessité d'une égalité des femmes et des hommes aux yeux de la loi.

La journée internationale des droits... bourgeois des femmes

Cette appellation de « journée internationale des droits des femmes », elle non plus, ne reflète pas correctement la réalité historique de cette journée. Elle lui enlève son caractère de journée de lutte, de grèves des travailleuses au sein du mouvement socialiste. Ce nom place aussi l'accès aux droits comme la finalité de l'émancipation des femmes, comme si les inégalités prennent fin à partir du moment où il est écrit dans la loi que les femmes et les hommes doivent être égaux. Nous voyons bien que cela n'est pas le cas, que les femmes continuent à être celles qui s'occupent principalement des enfants et du travail domestique; que les discriminations à l'embauche sont toujours d'actualité; que les femmes continuent à être agressées, violées et tuées; bref, que l'égalité effective n'est toujours pas atteinte. Se poser correctement la question de l'émancipation des femmes c'est le faire en tant que révolutionnaires, c'est le faire dans le contexte de la modification profonde de nos rapports de production, pour acquérir la liberté économique et politique des femmes par la mise à mort de l'ancien monde capitaliste et l'avènement du nouveau monde socialiste. Nous ne pouvons pas nous contenter de lutter pour des droits fictifs qui n'aboutissent pas à une modification



Manifestation à Paris, le 8 mars 2024. Les activistes portent des portraits de grandes femmes révolutionnaires. De gauche à droite : Jiang Qing (grande dirigeante communiste chinoise), Danielle Casanova (résistante communiste française), la Camarade Norah (grande dirigeante communiste péruvienne), Clara Zetkin.

de la société.

Une lutte indissociable de la lutte pour la révolution socialiste

La lutte pour l'émancipation des femmes prolétaires à travers le féminisme prolétarien, présente dans les revendications du 8 mars depuis les premières années de cette journée, a malheureusement cédé la place à ces revendications libérales abstraites centrées autour du droit bourgeois. De plus en plus les revendications économiques, la célébration des femmes en lutte pour leur émancipation partout dans le monde, sont reléguées au second plan, derrière des revendications floues. Celles-ci ne peuvent pas devenir réalité dans un contexte de domination bourgeoise de la société. La

lutte contre les violences sexistes et sexuelles en est un exemple, une lutte essentielle que nous devons mener mais qui ne saurait aboutir sous le capitalisme, grande cause du premier quinquennat Macron n'ayant amené à aucun changement, aucune amélioration de la situation. Les femmes sont toujours autant victimes de violences plus de 5 ans après sa prise de fonctions présidentielles. La lutte pour l'émancipation des femmes détachées de la lutte des classes ne saurait aboutir, elle est indissociable de la lutte révolutionnaire socialiste pour la dictature du prolétariat. Célébrons donc maintenant la Journée Internationale de Lutte des Femmes et continuons de mener la lutte pour l'émancipation des femmes à travers la révolution!

L'arnaque de la constitutionnalisation de l'IVG

Le 4 mars 2024 le gouvernement Macron a fait inscrire dans la constitution française la liberté de recourir à une IVG. L'occasion pour un des gouvernement les plus réactionnaires et liberticides de la cinquième république de redorer une image mise à mal par une demi décennie de mesures impopulaires et de marginalisations des populations les plus fragiles. Après une cérémonie en grande pompe le 8 mars, la constitution a bien été dotée d'un nouvel article, une « étape fondamentale » pour

les droits des femmes d'après la ministre chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes Aurore Bergé. De bien grands mots pour au final pas grand-chose, car ce qui a été constitutionnalisé n'est pas le droit de pouvoir recourir à un IVG pour toutes personnes pouvant en avoir besoin, mais la liberté de le faire. La distinction est significative car elle n'offre aucune garantie pour les personnes souhaitant user de leur liberté d'avorter qu'elles puissent le faire dans des conditions décentes. Il s'agit donc d'une

mesure creuse, un effet de manche par un gouvernement impopulaire en mal de se racheter une bonne image, au détriment encore une fois de la lutte pour l'émancipation des femmes qui est réduite à un faire-valoir et une série de postures et de déclarations sans le moindre effet. Nous méritons mieux que ça et devons lutter pour notre propre émancipation qui ne pourra jamais passer par la compromission avec la bourgeoisie et ses défenseurs !

Abonnez-vous!

La Cause du peuple lance sa campagne d'abonnements



La Cause du Peuple poursuit sa campagne d'abonnements ! Il existe différentes formules selon votre situation et vos moyens. Ces abonnements annuels vous garantissent de recevoir **10 à 12 numéros**.

Abonnement auprès d'un comité local : **30 €/an**

Rendez-vous auprès de notre réseau de militants dans différentes villes de France pour cette formule.

► **Paiement en espèces** auprès d'un comité local.

Abonnement postal : **40 €/an**

Cet abonnement comprend une livraison à domicile de chaque numéro.

► **Paiement en chèque ou par Lydia.**

Abonnement de soutien : **à partir de 50 €/an**

Cette formule comprend l'envoi à domicile de chaque numéro, et permet en plus au journal de financer son organisation et ses actions militantes.

► **Paiement en chèque ou par Lydia.**

Écrivez-nous à cdp.abonnements@protonmail.com pour l'abonnement postal et l'abonnement de soutien, en précisant votre adresse (voie, numéro, commune et code postal) et numéro ou nom de boîte à lettres, ainsi que la formule d'abonnement souhaitée.